LA RESPONSABILITE MATÉRIELLE DES TRAVAILLEURS SELON LE CODE DU TRAVAIL

Maria Rafacz-Krzyżanowska

I. REMARQUES GÉNÉRALES

Le code du travail (c. t.), qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1975, a réglé l'étendue de la responsabilité matérielle des travailleurs pour les dommages causés dans l'exécution de leurs devoirs. Avec cette date, la responsabilité matérielle des travailleurs est devenue l'institution du droit du travail, réglée dans son essence par les dispositions de ce droit.

Les principes de la responsabilité matérielle des travailleurs sont actuellement réglés par les dispositions des articles 114- 127 du c. t., tandis que l'application des dispositions du droit civil n'est admissible que dans des cas exceptionnels, expressément prévus dans le code du travail. Parmi les dispositions spéciales, on compte entre autres l'art. 291 § 3 de ce code, selon lequel, en cas d'accaparement des biens sociaux par le travailleur ou dans celui de dommage causé d'une autre façon intentionnellement, à la prescription de la prétention en réparation du dommage sont applicables les dispositions du code civil (c. c.). De même, est disposition spéciale l'art. 300 du c. t., selon lequel, dans les questions qui ne sont pas réglées par ce code, il est admissible d'appliquer les dispositions du code civil, sous la condition qu'elles ne soient pas contraires aux principes du droit du travail.

Il est caractéristique que le code du travail règle non seulement la responsabilité matérielle du travailleur à l'égard de l'établissement de travail, mais aussi la responsabilité du travailleur à l'égard d'un tiers qui a subi un dommage en liaison avec l'exécution de ses devoirs par le travailleur. Le code modifie en la matière les principes résultant des dispositions du droit civil, car conformément à l'art. 120 § 1^{er} du c. t., le travailleur n'est pas responsable à l'égard d'un tiers — victime, si le dommage a été causé dans l'exécution des devoirs de travailleur. Dans ce cas, c'est l'établissement de travail qui est exclusivement tenu — à l'égard de ce tiers — de réparer le dommage.

Les dispositions du droit civil restent fidèles au principe de la réparation complète (art. 361 du c. c.), et c'est seulement dans des cas exception-

nels que le code civil admet la possibilité d'une modération (art. 440 du c. c.). A la différence des principes qui régissent dans le droit civil, le code du travail admet, en tant que principe, la responsabilité limitée du travailleur (art. 119 § 1^{er} du c. t.); la réparation complète n'est qu'une exception au principe général susmentionné de la responsabilité limitée (cf. art. 124 §§ 1 et 2 et art. 125 du c. t.). Ainsi, autrement que ne le fait le droit civil, dans la construction de la réparation en droit du travail on avance au premier plan son rôle compensatoire plutôt que sa fonction d'éducation et de répression.

Analogiquement aux principes dominant dans le droit civil, le code du travail a soumis la responsabilité matérielle du travailleur aux trois conditions. La première est la faute du travailleur, constituant ou bien la faute non intentionnelle, qui trouve son expression dans l'inexécution ou l'exécution imparfaite des devoirs de travailleur (art. 114 du c. t.), ou bien la faute intentionnelle (art. 122 du c. t.). La deuxième condition est le dommage subi par l'établissement de travail (art. 114 et 122 du c. t.), et la troisième — un lien de causalité entre le dommage et l'action ou l'abstention fautive du travailleur (art. 115 du c. t. *in fine*). Nous allons maintenant analyser ces trois conditions.

II. LA FAUTE EN TANT QUE FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ MATÉRIELLE DU TRAVAILLEUR

La jurisprudence des tribunaux, formée sous l'empire des dispositions antérieurement en vigueur, observait conséquemment le principe que la responsabilité du travailleur pour les dommages dépend de la constatation préalable de sa faute. Le seul fait de l'exécution imparfaite des devoirs de travailleur pour des causes indépendantes du travailleur, n'entraînait pas encore sa responsabilité matérielle, car la condition indispensable de cette responsabilité était, et reste toujours, la faute du travailleur. Le principe de la faute en tant que fondement exclusif de la responsabilité du travailleur pour les dommages a été expressément confirmé dans le code du travail lequel, dans les articles 114 et 122, fait dépendre la responsabilité du travailleur pour les dommages de sa faute. Comme il a été mentionné, le code du travail distingue deux formes de la faute: la faute non intentionnelle, consistant dans l'inexécution ou l'exécution imparfaite des devoirs de travailleur (art. 114 du c. t.), et la faute intentionnelle. Le dernier genre de la faute consiste à accaparer des biens sociaux ou à provoquer un dommage d'une autre façon intentionnellement (art. 122 du c. t.).

Le fait qu'il a été admis que la responsabilité matérielle du travailleur n'apparaît qu'en cas de son action ou abstention fautive, exclue la

responsabilité du travailleur pour toutes les conséquences de nature matérielle défavorables pour l'établissement de travail, qui n'ont pas résulté du comportement fautif du travailleur, mais du risque lié à l'activité d'une entreprise. Le code du travail reste fidèle à ce principe dans son art. 117 § 2, statuant que le travailleur ne répond pas du risque inhérent à l'activité de l'établissement de travail, et en particulier, il n'est pas responsable du dommage résultant de l'activité en question dans les limites du risque admissible. Ce n'est pas un principe général et universel qui décide si, dans une situation concrète, les limites du risque admissible ont été dépassées ou non. La solution dépend chaque fois des circonstances concrètes de l'affaire. Le problème analysé est particulièrement important pour les rapports de travail, où les conséquences matérielles défavorables résultent de l'imperfection de la nature humaine, et non pas du manque de diligence du côté du travailleur. Il y a bien des domaines de la production où la possibilité de commettre des erreurs par le travailleur résulte du seul fait que le travail est exécuté par un homme qui, tout en restant au maximum diligent, n'est pas en état d'éliminer l'erreur de son oeil ou le mouvement infortuné de sa main. L'organisme de l'homme n'est pas comparable au mécanisme fonctionnant d'une manière parfaite. La possibilité des erreurs apparaît le plus souvent dans les travaux de caractère expérimental, où il n'y a pas encore de méthodes d'action bien élaborées. Les erreurs en question ne résultent pas de la faute du travailleur; elles sont liées au risque de toute activité économique, l'élément inséparable de laquelle est celui d'incertitude, dont le travailleur ne peut pas être responsable.

La responsabilité matérielle des travailleurs qui occupent les postes de direction est, elle aussi, fondée sur le principe de la faute. Par conséquent, le travailleur remplissant les fonctions de direction ne peut pas être responsable, de même que les autres travailleurs, des conséquences matérielles résultant du risque admissible lié à l'activité de l'entreprise. Toutefois, l'étendue de la faute des travailleurs remplissant les fonctions de direction est assez vaste, car ils sont aussi responsables du dommage résultant de leur acceptation de ces fonctions, tandis qu'ils ont dû être conscients du manque de qualités requises. La jurisprudence de la Cour Suprême analysant — à la lumière des dispositions antérieurement en vigueur — l'étendue de la faute du travailleur et celle du risque admissible, garde toujours son actualité sous l'empire du nouveau code du travail. Il en est ainsi notamment avec l'arrêt de la Cour Suprême du 5 décembre 1964 (II PR 644/64) ¹, dans lequel elle a exprimé l'opinion que « la déclai-

¹ Orzecznictwo Sądu Najwyższego. Izba Cywilna oraz Izba Pracy i Ubezpieczeń Społecznych [Recueil des arrêts de la Cour Suprême. Chambre Civile et Chambre du Travail et des Assurances Sociales, abrég.: OSNCP], 1964, n° 10, texte 170.

ration de l'empressement à entrer en fonctions de direction signifie la déclaration qu'on a des qualités requises à l'exécution, dans des conditions concrètes, des fonctions de direction déterminées. Pour prouver donc le manque de faute, il ne suffit pas de démontrer que le travailleur, qui est entré en fonctions de direction, a du point de vue subjectif observé la due diligence; il est encore indispensable de prouver les circonstances objectives, qui permettront de constater que son comportement était conforme à l'état du savoir spécial et à l'expérience de vie ». Une telle conception de la responsabilité des travailleurs occupant les postes de direction est nécessaire pour la protection de la propriété sociale, puisqu'une décision erronée de ces travailleurs est de nature à causer à l'économie nationale des dommages irréparables.

La responsabilité pour les dommages des travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte (p. ex. les magasiniers ou les chefs des boutiques), est elle aussi basée, dans le code du travail, sur le principe de la faute. Les travailleurs en question peuvent s'exonérer de la responsabilité, s'ils prouvent que le dommage est survenu pour des causes indépendantes d'eux (entre autres, pour des causes dont ils ne sont pas coupables — art. 124 § 3 du c. t.).

La conséquence du fondement de la responsabilité du travailleur pour les dommages sur le principe de la faute, est la règle que comporte l'art. 118 du c. t., selon laquelle, en cas de dommage causé par plusieurs travailleurs, chacun d'entre eux est responsable pour une partie du dommage, proportionnellement à sa contribution et au degré de sa faute. Cette règle n'est pas applicable aux travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte (art. 127 du c. t.). A ces travailleurs, employés dans des magasins (entrepôts) et boutiques énumérés en détail dans le règlement du Conseil des ministres du 10 octobre 1975 concernant les conditions de la responsabilité matérielle des travailleurs pour le dommage dans les biens confiés², sont cependant applicables — en vertu de ce règlement — les principes prévus à l'art. 118 du c. t., c'est-à-dire ces travailleurs sont eux aussi responsables proportionnellement au degré de leur faute. Le règlement en question a été édicté sur la base de la délégation légale prévue dans le code du travail.

Selon la résolution de 7 juges de la Cour Suprême du 30 mai 1975 (V PZP 3/75)³, le principe de la responsabilité matérielle du travailleur proportionnellement au degré de sa faute n'est pas applicable aux travailleurs qui ont intentionnellement causé un dommage à l'établissement

² Dziennik Ustaw [Journal des Lois, abrég.: J. des L.] n° 35, texte 191.

³ OSNCP, 1975, n° 10/11, texte 143.

de travail. Selon cette résolution, « en cas d'accaparement des biens ou de dommage causé à l'établissement de travail d'une autre façon intentionnellement par plusieurs travailleurs, ou par les travailleurs conjointement avec d'autres personnes, la responsabilité des auteurs du dommage est solidaire ». Ainsi, dans le procès où les parties sont le travailleur et l'établissement de travail, le degré de la faute du travailleur est sans importance dans la situation analysée, car le travailleur, en tant que débiteur solidaire, est responsable à l'égard de l'établissement de travail pour le dommage tout entier. Le degré de sa faute ne peut être important que dans le procès récursoire entre codébiteurs solidaires.

La faute du travailleur — auteur du dommage, est soumise à l'appréciation du tribunal civil compétent, en vertu de l'art. 123 du c. t., à connaître des litiges portant sur la réparation de ce dommage. Cependant, si la faute du travailleur a été établie dans le jugement ayant la force de chose jugée, ce fait — conformément à l'art. 11 du code de procédure civile (c. p. c.) — lie le tribunal civil. De cette façon, la condamnation du travailleur, par exemple, pour l'infraction déterminée à l'art. 218 § 1^{er} du code pénal (c. p.), préjuge par soi-même du fait que le travailleur exécutait de manière imparfaite ses devoirs concernant la surveillance des biens sociaux, leur protection et administration. Par conséquent, dans une telle situation, le tribunal civil ne peut admettre que le travailleur exécutait soigneusement ses devoirs, bien qu'une telle appréciation soit confirmée par la procédure probatoire devant le tribunal, car s'y oppose l'art. 11 du c. p. c. La mise en question du jugement pénal ayant la force de chose jugée peut avoir lieu par la voie de moyen extraordinaire, tel que la révision extraordinaire, laquelle peut être demandée par le Premier Président de la Cour Suprême, le ministre de la Justice ou le Procureur Général de la R.P.P. La révision extraordinaire est examinée par la Cour Suprême. La force obligatoire du jugement de condamnation pour le tribunal civil a ceci pour effet qu'elle exclue la possibilité d'admettre que l'auteur du dommage n'en est pas responsable, car la faute ne peut lui être imputée à cause de son état mental. La condamnation préjuge de la faute de l'auteur du dommage ⁴. De même, le fait de constater par le tribunal pénal, dans le jugement de condamnation, que le travailleur mineur, en agissant avec discernement, n'a pas rempli ses devoirs, lie le tribunal civil qui, dans le procès en réparation, ne peut admettre que, vu l'âge du travailleur assigné, la faute ne peut lui être imputée ⁵. En conclusion il faut constater qu'il n'est pas admissible

⁴ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême du 8 octobre 1956, 4 CR 520/56, *Orzecznictwo Sądu Najwyższego* [Recueil des arrêts de la Cour Suprême], 1957, n° 4, texte 107.

⁵ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême du 25 mars 1958, 2 CR 416/57, « *Ruch Prawniczy i Ekonomiczny* », 1959, n° 4, p. 268.

de débouter d'une demande en réparation lorsque le travailleur a été reconnu coupable de la violation des devoirs de travailleur dans le jugement pénal de condamnation.

III. LE DOMMAGE ET LE MONTANT DE LA RÉPARATION

A côté de la faute du travailleur, le dommage est un des éléments indispensables justifiant la responsabilité matérielle du travailleur.

En s'appuyant sur l'art. 218 § 1^{er} du c. p., la jurisprudence analysait la question de savoir si le tribunal civil est lié par la fixation du montant du dommage dans le jugement ayant la force de chose jugée et prononçant la condamnation pour l'infraction à l'art. 218 § 1^{er} du c. p. La Cour Suprême a tranché le problème dans sa résolution du 25 juillet 1973 (III PZP 12/73)⁶, expliquant que « les constatations du jugement de condamnation pour l'infraction à l'art. 218 § 1^{er} du c. p., prononcé dans le procès pénal, ne lient pas le tribunal civil en matière de montant du dommage. Cependant, selon l'art. 11 du c. p. c., la condamnation en vertu de la disposition précitée du code pénal lie le tribunal civil en ce qui concerne le fait que le dommage a été causé par l'infraction ». Dans les motifs de cette résolution, la Cour Suprême souligne qu'il est vrai que le tribunal civil peut d'une façon autonome établir que le manque, dont le travailleur condamné pour l'infraction à l'art. 218 § 1^{er} du c. p. est responsable, est plus haut ou plus bas que celui établi dans le jugement de condamnation, toutefois, en cas de condamnation, en vertu de cette disposition, qui a la force de chose jugée, le tribunal civil n'est pas autorisé à débouter de la demande tout entière, car l'élément nécessaire de l'infraction prévue à l'art. 218 § 1^{er} du c. p. est aussi le dommage. Par conséquent, cet élément de l'infraction lie le tribunal civil en vertu de l'art. 11 du c. p. c. La résolution en question est toujours actuelle sous l'empire du nouveau code du travail.

En droit civil est en vigueur le principe que l'auteur du dommage est responsable non seulement du dommage effectif (*damnum emergens*), mais aussi des profits perdus que celui qui a subi le dommage aurait pu réaliser s'il n'avait pas subi ce dommage (*lucrum cessans*). Le code du travail a renoncé à ce principe en statuant dans son art. 115 que le travailleur n'encourt la responsabilité pour le dommage que dans les limites du dommage effectif subi par l'établissement de travail (*damnum emergens*). Cette limitation n'est pas applicable aux cas où le travailleur a accaparé des biens sociaux où a d'une autre manière provoqué inten-

⁶OSNCP, 1974, n° 3, texte 44.

tionnellement un dommage. L'opinion présentée trouve son affirmation dans l'art. 122 du c. t., qui oblige le travailleur à réparer le montant intégral du dommage, si ce dommage a résulté de l'accapement des biens sociaux ou a été causé d'une autre façon intentionnellement. Par la réparation du « montant intégral » du dommage, dont parle l'art. 122 du c. t., il faut entendre la réparation de tout le dommage, donc aussi bien du dommage désigné par la notion de *damnum emergens*, que celui qui correspond à la notion de *lucrum cessans*.

L'obligation de réparer le dommage dans les limites du *damnum emergens* et du *lucrum cessans* apparaît également dans le cas où les biens ont été confiés au travailleur avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte, à l'exception des cas prévus dans le règlement précité du Conseil des ministres du 10 octobre 1975.

Une innovation introduite par le code du travail est la réduction du montant de la réparation prévue à l'art. 114 de ce code aux trois salaires mensuels du travailleur au maximum (art. 119 § 1^{er} du c. t.). Ce plafond était plusieurs fois appliqué dans la jurisprudence des tribunaux, conformément au principe exprimé dans la résolution de 7 juges de la Cour Suprême du 13 mai 1965 (III PO 40/65) ⁷, admettant ce qu'on appelle la modération de la réparation demandée du travailleur proportionnellement au degré de sa faute, à son état de fortune et de famille. Cette possibilité de modération ne concernait pas — selon la résolution en question — le dommage causé dans les biens confiés avec l'obligation d'en rendre compte et le dommage causé intentionnellement.

A la lumière du code du travail, la limitation susmentionnée aux trois salaires mensuels au maximum de la responsabilité matérielle du travailleur, ne concerne pas les travailleurs qui ont accaparé des biens sociaux ou ont d'une autre façon causé intentionnellement un dommage à l'établissement de travail (art. 122 du c. t.). L'obligation de réparer le montant intégral (et non limité aux trois salaires mensuels) incombe également aux travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte (art. 124 §§ 1 et 2 et art. 125 du c. t.). Le règlement précité du Conseil des ministres du 10 octobre 1975 autorise cependant, dans les situations qui y sont indiquées, la réduction du montant de la réparation due du travailleur auquel les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte, au montant de 6 à 12 salaires mensuels, et même au montant de 3 à 6 de ces salaires, s'il s'agit des travailleurs qui s'acquittaient irréprochablement de leurs devoirs les trois dernières années avant le dommage, ou quand le degré de leur faute est insignifiant.

⁷ OSNCP 1966, n° 6, texte 88.

Selon le § 8 du règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 18 décembre 1974 sur le mode de calcul du salaire pour le temps de l'inexécution du travail, des réparations, des suppléments de compensation et d'autres redevances du rapport de travail⁸, par les trois salaires mensuels dont parle l'art. 119 § 1^{er} du c. t., il faut entendre les salaires nets, c'est-à-dire déduction faite de l'impôt sur le salaire et de la cotisation de retraite.

Dans la pratique la question s'est posée de savoir le salaire de quelle date est décisif pour la fixation du montant de la réparation dont parle l'art. 119 § 1^{er} du c. t. Cette question a été tranchée par la résolution de 7 juges de la Cour Suprême du 27 juin 1975 (V PZP 4/75)⁹, selon laquelle « la réparation, prévue à l'art. 119 § 1^{er} du c. t., réduite aux trois salaires mensuels du travailleur, est fixée selon les salaires perçus par ce dernier au moment du dommage et conformément aux principes de fixation de l'équivalent en argent du congé ». Dans les cas où le règlement du Conseil des ministres du 10 octobre 1974 autorise également la réduction du montant de la réparation due des travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte, on admet le principe analogue de fixation du montant de la réparation selon le salaire perçu par le travailleur au moment du dommage.

Le montant de la réparation due du travailleur dépend aussi des circonstances concernant l'établissement de travail. Il en est question à l'art. 117 § 1^{er} du c. t., selon lequel le travailleur n'est pas responsable du dommage dans la mesure où l'établissement de travail ou une autre personne ont contribué au dommage ou à son aggravation. Conformément au § 3 du même article, lorsque l'établissement de travail a contribué au dommage, la responsabilité pour la partie de ce dommage, qui n'est pas à la charge du travailleur, est encourue par le chef de l'établissement de travail ou un autre travailleur responsable de la contribution de cet établissement au dommage. De cette façon, le législateur a approuvé la jurisprudence de la Cour Suprême qui, dans les affaires concernant la responsabilité des travailleurs pour les dommages, attirait à plusieurs reprises l'attention sur ce qu'il fallait assigner d'office, en qualité de défendeurs, les autres travailleurs qui avaient contribué au dommage, et qui n'avaient pas été assignés par l'établissement de travail (art. 194 § 4 du c. p. c.). La disposition de l'art. 117 du c. t. est également applicable aux travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte (art. 127 du c. t.).

Du point de vue du montant de la réparation due du travailleur, les

⁸ J. des L. n° 51, texte 334.

⁹ OSNCP, 1975, n° 9, texte 129.

circonstances concernant le travailleur lui-même ne sont pas elles aussi indifférentes. Cette position trouve son expression à l'art. 121 § 2 du c. t., selon lequel le montant de la réparation peut être réduit par le tribunal d'un cinquième tout au plus, et les circonstances justifiant cette réduction sont: le degré insignifiant de la faute du travailleur, son attitude irréprochable envers les devoirs de travailleur, etc. (art. 121 §§ 1 et 2 du c. t.). Aux termes de l'art. 127 du c. t., la disposition de l'art. 121 de ce même code est applicable aux travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte. Dans l'état actuel du droit, le tribunal peut donc réduire la réparation dans l'affaire concernant le manque (les biens confiés au travailleur avec l'obligation d'en rendre compte), si la procédure probatoire démontre, par exemple, le degré insignifiant de la faute du travailleur auquel les biens ont été confiés avec l'obligation d'en rendre compte. C'est une modification importante par rapport à l'état juridique précédent, parce qu'antérieurement, dans l'affaire concernant le manque, il était inadmissible de modérer le montant de la réparation due du travailleur proportionnellement au degré de sa faute dans l'exécution des devoirs de travailleur. Sous l'empire du nouveau code du travail, la jurisprudence de la Cour Suprême a élaboré les critères généraux à respecter par les tribunaux des degrés inférieurs dans la réduction du montant de la réparation d'un cinquième en vertu de l'art. 121 § 2 du c. t. Dans un arrêt, la Cour Suprême a souligné notamment que la condamnation du travailleur matériellement responsable pour l'introduction dans la vente de marchandises étrangères, ainsi que pour le non-paiement des factures, ayant pour but de cacher le manque, exclue l'application de l'art. 121 § 2 du c. t. (arrêt de la Cour Suprême du 17 avril 1975, I PR 311/74). Il a été aussi expliqué que le montant de la réparation due pour le manque constaté dans les biens confiés avec l'obligation d'en rendre compte, ne peut pas être réduit par le tribunal en vertu de l'art. 121 § 2 du c. t. en cas de jugement ayant la force de chose jugée, condamnant celui qui est tenu de réparer le manque pour la violation choquante des devoirs de travailleur concernant la protection de ces biens (arrêt de la Cour Suprême du 25 février 1975, I PR 223/74). Dans un autre arrêt, la Cour Suprême a expliqué que le boire de l'alcool pendant le travail par le travailleur matériellement responsable exclue en principe la possibilité de réduction de la réparation par le tribunal en vertu de l'art. 121 § 2 en question (arrêt précité de la Cour Suprême du 18 février 1975).

Dans la pratique, la question s'est posée de savoir si la réduction de la réparation d'un cinquième par le tribunal (art. 121 § 2 du c. t.) peut avoir lieu dans les cas où, en vertu de l'art. 119 § 1^{er} du c. t., la réparation due du travailleur se voit de plein droit réduite au montant de trois sa-

lares mensuels. La Cour Suprême a répondu affirmativement à cette question dans son arrêt du 7 mai 1975, I PR 342/74.

Le degré de la faute du travailleur peut avoir une influence sur la réduction de la réparation dans le cas également où cette réparation a lieu en vertu de la transaction conclue entre le travailleur et l'établissement de travail, par suite de quoi la procédure en justice n'est pas introduite. Dans ce cas, le montant de la réparation peut être réduit d'un tiers tout au plus (art. 121 § 1^{er} du c. t.). Il faut également mentionner que le degré insignifiant de la faute du travailleur autorise le chef de l'établissement de travail à renoncer, de sa propre initiative ou sur proposition du conseil d'établissement, à agir en réparation du dommage, et à n'infliger au travailleur qu'une peine réglementaire, prévue à l'art. 108 du c. t. (art. 119 § 2 du c. t.). Indépendamment de ce cas, il est possible de renoncer à agir en réparation si le montant du dommage ne dépasse pas 500 zlotys. La disposition de l'art. 119 § 2 du c. t. n'est pas applicable aux travailleurs auxquels les biens ont été confiés avec l'obligation de les restituer ou d'en rendre compte. S'il s'agit de ces travailleurs, le code du travail ne prévoit pas la possibilité de renoncer complètement à agir en réparation du dommage. Il est par contre possible — comme nous l'avons déjà indiqué — de réduire le montant de la réparation proportionnellement au degré de la faute du travailleur et en considération de son attitude envers les devoirs de travailleur.

IV. LIEN DE CAUSALITÉ

En dehors de la violation fautive des devoirs par le travailleur et du dommage de l'établissement de travail qui en résulte, une autre condition nécessaire justifiant la responsabilité matérielle du travailleur est l'existence du lien normal de causalité entre le dommage et l'exécution imparfaite de ses devoirs par le travailleur.

Selon l'art. 115 du c. t., le travailleur n'est responsable que des effets normaux de son action ou abstention ayant provoqué le dommage. De cette façon, le code du travail a admis la conception du lien normal (adéquat) de causalité. Ainsi, grâce à la distinction entre les effets (les dommages) normaux, soit « typiques », et ceux qui ne sont pas normaux, soit « atypiques », on crée les limites raisonnables de la responsabilité du travailleur pour le dommage causé. Naturellement, la question de savoir si, dans une situation concrète, le dommage causé par le travailleur est un effet normal (typique) de son action ou abstention, ou non, dépend des circonstances concrètes de l'affaire. Dans l'appréciation du lien de causalité, les tribunaux doivent se laisser guider par le sens commun et les principes du raisonnement logique.

V. REMARQUES FINALES

En vertu d'une règle expresse contenue dans les dispositions introductives du code du travail, l'institution de la responsabilité matérielle du travailleur à l'égard de l'établissement de travail est également applicable aux dommages causés avant l'entrée en vigueur du code du travail (art. XVIII § 1^{er} de la loi du 26 juin 1974 portant dispositions introductives du code du travail)¹⁰. Il est aussi important que les jugements passés en force de chose jugée mais non exécutés, et qui ont été rendus avant l'entrée en vigueur du code du travail, restent, il est vrai, obligatoires, mais le montant de la réparation prononcé par ces jugements peut être réduit dans les cas seulement et suivant les principes déterminés dans le code du travail. En cas de litige, sur la réduction du montant en question se prononce, à la demande de la personne intéressée, le tribunal qui a rendu le jugement (art. XVIII § 2 des disp. intr. du c. t.). En s'appuyant sur l'art. XVIII § 2 précité, le 14 février 1975, les 7 juges de la Cour Suprême ont rendu la résolution qui a été (V PZP 1/75)¹¹ transcrite dans le livre des principes de droit et dont la teneur est la suivante:

« I. La réduction de la réparation due pour les dommages causés à l'établissement de travail par son travailleur avant l'entrée en vigueur du code du travail et qui a été adjugée avant cette date par le jugement en justice passé en force de chose jugée mais non encore exécuté, a lieu — en cas de litige — dans le nouveau procès (art. XVIII § 2 des disp. intr. du c. t.).

Quand le demandeur est un travailleur, on applique les dispositions des art. 459 - 476 du c. p. c. (dispositions spéciales de procédure, applicables dans les affaires concernant les travailleurs)¹².

II. Le tribunal compétent pour connaître de l'affaire est le tribunal qui, dans l'affaire en réparation du dommage, a rendu le jugement en première instance, et si la réparation a été adjugée par une injonction de paiement — le tribunal qui aurait été compétent pour connaître des exceptions ou d'une opposition.

III. A intenter le procès sont autorisées les personnes condamnées à payer la réparation et leurs ayants cause.

IV. Le tribunal n'a à connaître que des circonstances dont dépend la réduction de la réparation dans les cas et suivant les principes déterminés dans le code du travail.

V. La demande en réduction de la réparation peut être garantie par la suspension de la procédure d'exécution (art. 755 du c. p. c.) ».

¹⁰ J. des L. n° 24, texte 142.

¹¹ OSNCP, 1975, n°5, texte 74.

¹² Quant à ces dispositions, cf. « Droit Polonais Contemporain », 1969, n° 11/12, p. 100 et suiv.